

La malnutrition continue à sévir au Burundi

@rib News, 12/12/2011 â€“ Source Xinhua La faim et la malnutrition continuent à sévir au Burundi, a indiqué lundi à Bujumbura le deuxième vice-président burundais, Gervais Rufyikiri, lors de l'ouverture du premier forum national sur la sécurité alimentaire et la nutrition au Burundi. Malgré une légère augmentation de la production agricole d'environ 3% la saison agricole 2011, l'offre alimentaire est insuffisante sur le plan quantitatif et qualitatif au Burundi, a déclaré M. Rufyikiri, en lançant le forum qui a pour thème « Investir dans la sécurité alimentaire et la nutrition, un préalable pour le développement durable ».

Les principales causes, a-t-il explicité, sont entre autres les variations climatiques, les faibles apports en fertilisants ainsi que certaines maladies, en l'occurrence la nouvelle attaque de la striure brune du manioc, la mosaïque sur la même culture ainsi que l'attaque du flétrissement bactérien (BXW). Selon M. Rufyikiri, la croissance démographique constitue également un autre défi à relever pour parvenir à la sécurité alimentaire au Burundi. A cet égard, le deuxième vice-président burundais a interpellé ses compatriotes, pour qu'ils puissent « mettre en oeuvre différentes politiques permettant et facilitant une meilleure planification des naissances » en vue de la maîtrise à court, moyen et long terme, de la croissance démographique au Burundi. Sur le plan nutritionnel et sanitaire, M. Rufyikiri a rappelé qu'une enquête nutritionnelle nationale réalisée en 2007 fait ressortir que la situation nutritionnelle et sanitaire des populations burundaises est précaire. Pour les enfants âgés de 6 mois à 59 mois au Burundi, le taux d'insuffisance pondérale estimée, à la même époque, à 35,2%. Citant l'Analyse Globale de la Sécurité et la Vulnérabilité (AGSAV/CFVA) réalisée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en 2008, M. Rufyikiri a indiqué par ailleurs que « les dépenses alimentaires représentent 67,1% des dépenses des ménages ». Avec une telle domination des dépenses alimentaires sur les autres catégories des dépenses, la flambée des prix des produits alimentaires ne peut qu'empirer la détresse financière des ménages, a-t-il ajouté. En vue du redressement de la situation pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, M. Rufyikiri a rappelé que le gouvernement burundais a fait passer le budget du secteur agro-pastoral de 3% en 2010 à 8% de l'enveloppe budgétaire globale en 2011.